

[Texte]

Mr. Thomson: Do you use EDC for financing?

Mr. Ings: No, we do not use it for financing but we use it for export insurance. They have an excellent insurance program.

Mr. Thomson: You mentioned that you financed your receivables and work in process through . . .

Mr. Ings: No, I did not, I said that it is available if we want it. We have made some applications for it. We are capable of financing it ourselves, but I am also discussing it with government offices.

Mr. Thomson: Which government offices?

Mr. Ings: I guess it is the provincial government office, actually, in Toronto, with regard to the work-in process financing. As I said, it came out of the blue to me that this service was available and I have been in the export business for quite a while and know my way around reasonably well. I felt that there was export receivable financing, but to be able to go to a government body and get work-in-process raw material and work-in-process financing was something that was quite a surprise to me which really could have a major effect on a lot of the manufacturers here who may be interested in exporting.

• 1025

Mr. Thomson: Do you think there is a lack of co-ordination between the federal and provincial governments?

Mr. Ings: There is no co-ordination.

Mr. Thomson: Well, that answers that question.

Mr. Ings: I am sure they hold mutual cocktail parties, and I am not trying to be facetious, but as far as any co-ordination, I do not think there is any. As I said, I have been very lucky; we have met some very fine people in both federal and provincial government offices that have helped us. But the majority of them really cannot be bothered to come along with a customer or find somebody to interpret for you, which is a shame because I am sure that it costs both the provincial government and the federal government a lot of money to keep these commissions in place, and for them not to perform the prime function of their office is a tragedy.

Mr. Thomson: What relationship have you had with the Trade Commissioner Service?

Mr. Ings: We use it extensively.

Mr. Thomson: What are your feelings about the service?

Mr. Ings: Here again, as I say, most of them are politicians and not merchandisers, and I do not belittle that fact, I am sure that is the way it is set up. I do not think there is anybody beating them around the head asking them how many exports they have contributed towards this month.

[Traduction]

monnaie étrangère. Je crois que cela décourage énormément de gens.

M. Thomson: Avez-vous recours à la SEE pour le financement?

M. Ings: Non, nous ne l'utilisons pas pour le financement, mais nous y avons recours pour l'assurance à l'exportation. Leur programme d'assurances est excellent.

M. Thomson: Vous nous avez dit que vous financiez vos comptes à recevoir et vos opérations en cours par l'intermédiaire de . . .

M. Ings: Ce n'est pas cela, j'ai dit qu'on pouvait y recourir si on le désirait. Nous avons fait des demandes à ce sujet. Nous sommes capables de nous financer, mais j'ai aussi étudié la question avec des bureaux du gouvernement.

M. Thomson: Quels bureaux du gouvernement?

M. Ings: Je crois que c'est le bureau du gouvernement provincial, en fait, à Toronto, en ce qui concerne le financement des opérations en cours. Comme je viens de vous le dire, j'ai été très étonné d'apprendre qu'on pouvait utiliser ce service et pourtant, je suis dans l'exportation depuis quelque temps et je connais bien le domaine. Je pensais qu'il y avait un financement pour les créances étrangères, mais je ne savais pas qu'on pouvait s'adresser à un organisme gouvernemental et obtenir un financement pour l'achat des matières premières et pour l'exploitation. Des informations à cet effet pourraient réellement aider de nombreux fabricants canadiens qui sont intéressés à exporter.

M. Thomson: Pensez-vous qu'il y ait un manque de coordination entre les gouvernements fédéral et provinciaux?

M. Ings: Il n'y a aucune coordination.

M. Thomson: Eh bien, je pense que nous avons la réponse à cette question.

M. Ings: Je suis sûr qu'ils s'invitent mutuellement à des cocktails, et je n'essaie pas de faire le plaisantin, mais, en ce qui concerne la coordination, je ne pense pas qu'elle existe. Comme je l'ai dit, j'ai eu beaucoup de chance. Nous avons rencontré des gens très agréables dans les bureaux des gouvernements fédéral et provinciaux qui ont bien voulu nous aider. Cependant, la majorité d'entre eux ne peuvent pas vraiment prendre la peine d'accompagner un client ou de lui trouver quelqu'un pour servir d'interprète, et c'est dommage parce que je pense qu'il en coûte de grosses sommes aux gouvernements fédéral et provinciaux pour maintenir ces commissions et il est vraiment tragique qu'elles ne jouent pas leur rôle essentiel.

M. Thomson: Quels rapports avez-vous eus avec le service du délégué commercial?

M. Ings: Nous y avons très souvent recours.

M. Thomson: Que pensez-vous de ce service?

M. Ings: Là encore, d'après moi, la plupart d'entre eux sont des politiciens et non des négociants, et je ne veux pas les rabaisser, je suis sûr que c'est la façon dont la commission est organisée. Je ne pense pas que quelqu'un les intimide pour leur faire dire combien d'exportations ils ont favorisées au cours du mois.